

5. Faire entendre ceux qui n'ont pas la parole

La reconnaissance des autochtones au Bangladesh



Enfants adibashis bénéficiaires de l'initiative éducative pré-primaire

Bien que le gouvernement ait signé des accords internationaux protégeant leurs droits, les 2,2 millions d'autochtones du Bangladesh – les *Adibashis* – sont victimes de préjugés, de discriminations et de violences de la part d'une grande majorité de la communauté bengalie. Ils n'exercent aucun pouvoir et n'ont aucune influence aux niveaux communautaire, régional ou national. Face à cette situation, Oxfam R.-U. et ses vingt organisations partenaires ont mis en place un « Programme de renforcement des capacités des peuples autochtones », dont l'objectif est de garantir que les *Adibashis* du Nord – les plus visés par ces discriminations – puissent obliger le gouvernement à rendre des comptes. Ce programme a permis à de nombreux enfants *adibashis* d'accéder à l'école primaire, il a amélioré la participation des femmes aux structures sociales traditionnelles, a aidé les *Adibashis* à revendiquer des terres et les a rendus moins vulnérables à l'exploitation. Cette situation a renforcé leur confiance en eux et les a aidés à se faire entendre et à revendiquer leurs droits.

Introduction

Le Bangladesh jouit d'une superficie totale de 143.998 kilomètres carrés et d'une population de plus de 150 millions de personnes, ce qui en fait un des pays les plus densément peuplés au monde. Le Bangladesh comprend 45 communautés autochtones regroupant environ 1,74 million de personnes, soit 1,2 pour cent de la population environ (recensement provisoire de 2001).¹ Ces communautés sont également connues sous les noms d'*Adivasis*, d'*Adibashis*, ou d'« autochtones ». Le gouvernement préfère parler de « tribus ». Les niveaux de pauvreté et d'inégalité sont élevés. Le pays se classe 140^e sur 177 pays dans l'Indice de développement humain² et en 2000, 41 pour cent de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Vulnérabilité des *Adibashis*

Les *Adibashis* font partie des populations les plus pauvres du pays et vivent principalement de l'agriculture de subsistance.³ Ils ont leurs propres traditions et leurs propres coutumes, différentes de celles de la culture dominante. Bien que le gouvernement ait signé un certain nombre de conventions internationales⁴ protégeant leurs droits, les peuples autochtones doivent encore être reconnus par la Constitution du Bangladesh. Les groupes les plus défavorisés vivent dans les plaines du nord-ouest. En 1991, une étude a estimé que 85 pour cent d'entre eux ne possédaient aucune terre, tandis que 9 pour cent seulement étaient alphabétisés.⁵ Tous sont confrontés à la violence ethnique et à la pauvreté.

Le gouvernement du Bangladesh n'a mis en place aucune politique concernant les *Adibashis* et il n'existe aucun service qui puisse répondre à leurs problèmes de développement. Ils sont en grande partie privés des services de l'État, ont un accès limité aux ressources du gouvernement et ne sont pas représentés dans les processus décisionnels, que ce soit au niveau local ou national.

Un préjugé largement répandu dans la population bengalie voudrait que les *Adibashis* ne soient pas capables d'étudier. Par conséquent, ils sont souvent exclus des plans nationaux d'éducation, aucune disposition n'existe pour introduire leurs différents idiomes dans les programmes d'études et le système éducatif ne transmet pas d'image positive de leur vie et de leur culture.

En outre, les propriétaires fonciers ont l'habitude de soudoyer les administrations cadastrales locales dans le but de s'approprier les terres dont ils ont dépossédé les *Adibashis*. Ces derniers ne possèdent pas leurs terres en tant qu'individus, mais ils en héritent de leurs ancêtres.⁶

Cette situation est encore aggravée par le fait que les différentes communautés *adibashis* ne s'expriment pas d'une seule et même voix

1 **Faire entendre ceux qui n'ont pas la parole**, Exprimez-vous !
Aperçu de programme, Oxfam GB. Novembre 2008

et qu'elles n'ont pas accès à l'information dont elles ont besoin pour faire valoir leurs droits.

Le « Programme de renforcement des capacités des peuples autochtones »

Une approche fondée sur les droits

Depuis l'indépendance en 1971, le secteur des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et locales du Bangladesh s'est surtout développé en tant que secteur dispensateur de services. De nombreuses ONG sont engagées par des ONG internationales, des donateurs et parfois même des gouvernements afin de fournir des services fondamentaux. Peu d'entre elles travaillent avec les groupes minoritaires dans l'intention de faire respecter leurs droits.

En 2000, Oxfam R.-U. a lancé ce qui s'appelait à l'origine le « Programme de développement des peuples autochtones » dans le Nord-Ouest du Bangladesh, dans le but de veiller à ce que les *Adibashis* du Nord connaissent leurs droits, soient habilités à les faire respecter par le gouvernement et soient reconnus comme égaux en droits avec la majorité de la communauté bengalie. Les premières consultations se sont organisées autour de quatre ateliers et des pourparlers se sont engagés avec les dirigeants communautaires ainsi qu'avec les organisations de la société civile aux niveaux régional et national. Une liste de questions prioritaires s'est dégagée de cette première étape, notamment: le renforcement des capacités des organisations, les droits fonciers, l'éducation, la diminution de la violence à l'égard des femmes, la réduction de l'exclusion sociale et les moyens de subsistance durables. Il a fallu ensuite veiller à ce que les communautés locales et les partenaires d'Oxfam soient prêts à adopter une approche fondée sur les droits. Le programme s'est développé progressivement tandis que les membres de la communauté acquéraient de l'expérience dans l'identification des problèmes et de leurs solutions et développaient les compétences nécessaires pour diriger le processus.

En 2006, le programme s'est étendu de manière significative avec l'appui de DANIDA⁷, ce qui permit de s'adjoindre 16 organisations partenaires supplémentaires dans huit districts. Aujourd'hui, le programme est devenu le « Programme de renforcement des capacités des populations autochtones » et son approche fondée sur les droits est bien établie. Il comprend trois orientations principales:

1. Se faire accepter au sein des communautés
2. Renforcer les capacités et le leadership des femmes et des hommes dans les mouvements populaires
3. Former les groupements communautaires aux droits de l'homme et au plaidoyer.

Les 19 partenaires ont collaboré pour établir les droits de la communauté et créer un leadership. Actuellement, Oxfam et ses partenaires n'y jouent plus qu'un rôle de facilitation.

Cette approche rompt avec la tendance, traditionnelle au Bangladesh, qui veut que les ONG collaborent avec le gouvernement tout en fournissant les mêmes services. En lieu et place de cela, ce programme motive les *Adibashis* à exiger du gouvernement ce qui leur est dû. Il oblige les responsables (c'est-à-dire les représentants du gouvernement) à s'acquitter de leurs obligations envers les ayants droit (les communautés autochtones).

Dans le cadre de ce programme, Oxfam a développé quelques concepts fondamentaux pour que les *Adibashis* retrouvent confiance en eux en tant que communauté et pour qu'ils prennent conscience de leurs droits et de la manière de les revendiquer. Plus important encore, les *Adibashis* savent qu'ils ne sont plus seuls et qu'ils sont soutenus dans leurs luttes pour trouver une solution durable à leurs problèmes complexes.

Participation des femmes et leadership

Le leadership des femmes a également été au cœur du programme. Ce dernier a pour but de leur transmettre les informations, les compétences et la confiance nécessaires pour énoncer leurs propres préoccupations et sentir qu'elles sont soutenues dans leur approche. Les femmes ne sont plus ignorées dans les communautés car elles s'intègrent de plus en plus aux structures sociales traditionnellement dominées par les hommes. Même si elles n'apparaissent parfois qu'en qualité de simples observatrices à des réunions de gouvernance traditionnelle, et sans bénéficier d'aucun pouvoir de décision, le temps est loin où la participation des femmes était impensable. Dans le futur, et au fur et à mesure que ce programme se développera, le leadership féminin devra encore se renforcer dans les processus décisionnels.

L'enseignement pré-primaire

Le faible niveau d'éducation et d'alphabétisation des *Adibashis* ne leur a pas toujours permis de réaliser quels étaient leurs droits et les moyens d'y accéder. En conséquence, au cours de la première série d'échanges qui ont eu lieu en 2000, l'éducation a été identifiée comme étant l'un des domaines à aborder en priorité. Le programme a particulièrement mis l'accent sur l'enseignement pré-primaire, le point d'accès obligé du système scolaire traditionnel.

Le Bangladesh n'a mis au point aucune politique permettant d'éduquer les enfants *adibashis* dans leur langue maternelle ou de représenter correctement leurs valeurs, leurs cultures et leurs traditions dans les manuels scolaires. Ce qui les empêche d'accéder à l'enseignement traditionnel, ce sont principalement la langue, la

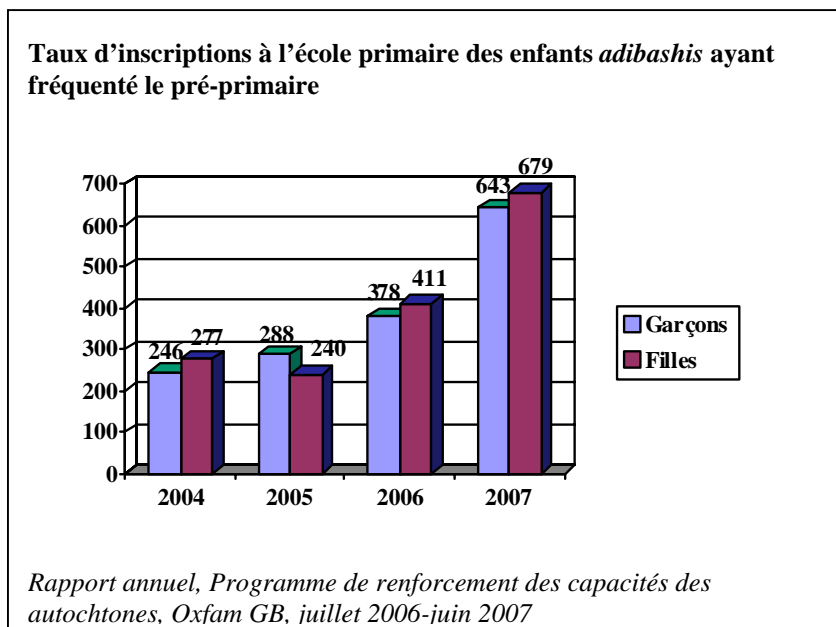
manière dont ils sont traités par leurs pairs et par les enseignants, les programmes d'études, le contexte des manuels scolaires, les formes d'enseignement et l'éloignement géographique des villages. Les enfants *adibashis* s'expriment très bien dans leur propre langue, mais révèlent souvent des faiblesses en bengali, la langue nationale.

Les partenaires d'Oxfam ont fait se rencontrer un groupe d'éducateurs spécialisés dans la planification des études, des dirigeants communautaires et des participants au programme pour décider de la manière dont les enfants *adibashis* pourraient accéder aux services éducatifs. En premier lieu, un programme d'enseignement pré-primaire d'une durée d'un an et dirigé par la communauté a été mis sur pied. Des manuels bilingues, une sensibilisation des enseignants et des parents et le partage de l'information ont été utilisés pour aider les enfants. L'objectif était de réduire la barrière de la langue, d'accroître la fréquentation scolaire et d'aider les enfants *adibashis* à atteindre le niveau requis pour accéder à l'école primaire et énoncer leurs besoins et leurs opinions.

Les directeurs d'écoles et les professeurs ont été impliqués dès le départ. Au début – en raison de leurs préjugés habituels et d'un manque d'information – de nombreux enseignants ont résisté à cette initiative car ils craignaient que leurs écoles ne perdent leur réputation si des étudiants d'un niveau inférieur étaient admis. Toutefois, les partenaires et les organismes communautaires ont décidé de promouvoir l'usage de manuels scolaire et ont encouragé les directeurs d'écoles à rendre visite aux communautés qui avaient implémenté ce programme avec succès. Cette attitude a gagné progressivement leur confiance et ils ont accepté le programme.

Grâce à cela, on dispose maintenant de 105 organisations communautaires dont certaines sont des écoles pré-primaires et qui ont toutes pour but d'instaurer un climat d'ouverture, d'augmenter la fréquentation et de faire en sorte que les enfants *adibashis* aient confiance en eux. Le fait que ces organismes appartiennent à la communauté a été très important pour la réussite du programme. Auparavant, les parents *adibashis* n'avaient pas envie ou ne se sentaient pas en mesure d'envoyer leurs enfants à l'école primaire, mais maintenant, dans certaines régions, près de 100 pour cent d'enfants *adibashis* en âge d'aller à l'école sont inscrits dans l'enseignement primaire du gouvernement. En quatre ans, le taux de fréquentation des enfants *adibashis* y est passé de 10 à 98 pour cent, ce qui représente aujourd'hui quelque 1 300 enfants. Plus de la moitié d'entre eux sont des filles. « *Les Adibashis réussissent mieux en classe que les Bengalis, et nous sommes très contents d'eux. Nous allons essayer d'offrir plus de bourses et des possibilités supplémentaires aux jeunes les plus prometteurs* », a déclaré en 2006 Mme Kamrunnessa, la directrice de l'école de Joyenpur.⁸

Le département de l'enseignement primaire du gouvernement a décidé par la suite d'utiliser le modèle mis au point par le programme pour produire le premier manuel de formation destiné aux fonctionnaires qui supervisent les professeurs des enfants autochtones – ce qui représente l'une des avancées majeures de ce projet.



Travailler avec des adultes

En outre, le programme organise des réunions pour que les mères ayant des enfants fréquentant le pré-primaire puissent se réunir une fois par mois et parler de ce qui les préoccupe. Ces réunions sont largement suivies par les hommes car ils sont témoins de leur impact positif sur la famille et sur la communauté dans son ensemble. Les réunions ont trait à des sujets tels que la santé, l'hygiène, le système sanitaire et la nutrition et elles encouragent les parents à continuer d'envoyer leurs enfants à l'école.

Un sujet de préoccupation majeur était que les enfants *adibashis* souffraient de malnutrition, ce qui les empêchait de s'impliquer activement dans leurs études. Pour pallier à ce problème, les mères qui assistaient aux réunions ont décidé de distribuer et de cuisiner régulièrement des aliments à haute valeur nutritive. Pour habituer les mères et les enfants à la nouvelle atmosphère et leur ouvrir de nouveaux horizons, des visites d'échange ont été organisées avec d'autres écoles maternelles. Cette expérience a encouragé les mères et les enfants à se faire de nouveaux amis et à discuter de leurs préoccupations – ce qui fait que les femmes sont devenues plus confiantes.

Le programme s'occupe également d'adultes et de jeunes par l'intermédiaire de l'« Adibashi Bikash Kendra » (le « Centre de

développement Adibashi ») et du « Centre de développement des ressources humaines pour l'éducation des adultes et des jeunes » qui impliquent une trentaine de personnes. Ces initiatives couvrent l'alphabétisation, des mesures visant à réduire les conflits sociaux, la lutte contre la discrimination, la protection contre l'exclusion, la résolution de problèmes mineurs et la promotion des pratiques culturelles.

La plupart des communautés *adibashies* disposent de leurs propres structures sociales traditionnelles, mais nombre d'entre elles ont disparu suite à des discriminations. Le programme tente de les réactiver. Jusqu'à présent, 135 structures de ce type ont été mises en place, et 169 femmes y participent en qualité d'observatrices. Elles se réunissent une fois par mois pour discuter de leurs préoccupations et y trouver une solution. Ces structures permettent aux communautés *adibashies* de mieux s'organiser et de se sentir habilitées à résoudre elles-mêmes leurs problèmes. Elles promeuvent la culture, le patrimoine et les rituels traditionnels des *Adibashis* en organisant des festivals, des manifestations sportives, des journées de célébration, etc.

En outre, les *Adibashis* tentent de récupérer des terres saisies illégalement par certains propriétaires, d'exercer des pressions pour obtenir des terres *khash* qui appartiennent au gouvernement (voir ci-dessous), d'effectuer des médiations là où naissent des conflits internes, d'assurer la justice sociale, de partager l'information, de bannir l'exclusion et d'accroître les interactions avec la société bengalie traditionnelle.

Les femmes *adibashies* modifient la perception des hommes

Traditionnellement, les femmes *adibashies* ne prennent pas part aux processus de décision publics, que ce soit au niveau communautaire ou au sein de leur famille. Il est rare de trouver une représentante des femmes dans les structures sociales traditionnelles. Dans le village de Mushohar, les femmes étaient courageuses, dynamiques et travaillaient beaucoup, mais la *Manjhi Parishad*, la structure sociale traditionnelle locale, n'était constituée que d'hommes. Suivant les conseils de Mme Shefali, une travailleuse de terrain de Polli Sree (une organisation partenaire d'Oxfam R.-U.), les femmes ont été encouragées à parler de leurs préoccupations avec leurs homologues masculins. Au début, les hommes n'étaient pas d'accord, mais ils ont fini par décider de remanier la commission. Grâce à la facilitation de Polli Sree, les dirigeants de la communauté se sont réunis avec les femmes importantes du village, qui ont proposé trois noms de femmes qui pourraient devenir membres. Mme Mangle Mardi a été choisie comme membre du comité et sa participation modifie progressivement la perception de ses homologues masculins. Elle jouit de leur respect et met constamment en exergue les besoins et les préoccupations des femmes au sein de la communauté.

Rapport annuel, Programme de renforcement des capacités des autochtones, Oxfam R.-U., juillet 2006-juin 2007

Évoluer vers des organisations communautaires

Les *Adibashis* sont sujets aux préjugés et à la violence car ils se trouvent isolés de la communauté bengalie traditionnelle, ce qui menace leur survie et leur culture. Oxfam et ses partenaires cherchent à réduire l'exclusion sociale et à assurer la sécurité des *Adibashis* tout en tâchant de leur offrir une meilleure qualité de vie grâce à une meilleure organisation sociale et de meilleures relations intercommunautaires. À cette fin, ils fournissent une assistance pour fonder ou améliorer des organisations communautaires qui promeuvent la culture, la langue et le patrimoine autochtones, et qui assurent la sécurité.

Avec l'aide d'associations partenaires, les organismes communautaires ont été notamment formés à rédiger des directives d'exploitation, ouvrir des comptes bancaires, travailler en réseau et communiquer avec le gouvernement. Au fil des ans, ils ont pu évoluer et développer leur savoir-faire.

À ce jour, 105 organismes communautaires de ce type sont actifs et totalisent 2 751 membres. Parmi eux, 1 998 sont des hommes et 753 des femmes. De diverses manières, ils contribuent à des changements positifs au sein de leurs communautés en organisant par exemple des événements culturels et des compétitions sportives, et en agissant en tant que groupe de pression auprès des institutions gouvernementales locales, des écoles et d'autres organismes. Ils établissent également des relations avec les communautés bengalies et s'associent aux élus locaux, aux syndicats et aux commerçants de la région dans le but de lutter contre les préjugés et la discrimination.

Campagne agraire des *Adibashis*

Au Bangladesh, la pénurie de terres est une des principales causes de la pauvreté rurale. Le gouvernement exploite des terres *khash* qui sont censées être allouées aux pauvres qui n'en possèdent pas. Trop souvent cependant, ces terres sont détournées en leur nom par des propriétaires locaux riches et influents, avec l'aide de fonctionnaires corrompus, de membres de l'administration locale et de dirigeants politiques.

Un jour, les *Adibashis* de Godagari, pauvres et sans terre ont entendu parler d'une parcelle de terre *khash*, occupée illégalement par un riche Bengali et située dans le village le plus proche. Ils ont pris contact avec « Adibashi Unnayan Songstha », un partenaire d'Oxfam R.-U., qui a mené une enquête et a constaté que c'était effectivement une terre *khash*. Cette association a ensuite aidé les paysans sans terre à présenter une demande à l'administration cadastrale locale. Ils ont également réussi à contacter le syndicat local, l'administration locale, les dirigeants des communautés locales et quelques personnalités.

Par la suite, vingt-cinq familles sans terre provenant d'une dizaine de villages ont pu s'installer sur les parcelles *khash*. Dans un premier temps, l'occupant illégal n'a pas voulu renoncer à son terrain et a essayé d'intimider les familles. Il a tenté d'abattre les maisons nouvellement construites des *Adibashis* et de garder sa terre en soudoyant les diverses administrations. Mais suite aux efforts de la communauté, il dut y renoncer. À l'heure actuelle, les familles vivent sur cette parcelle et achèvent leur installation en suivant les procédures juridiques appropriées. « *Nous sommes très heureux de recevoir un lopin de terre pour nous mettre à l'abri de nos difficultés* », explique Parulbala, un *Adibashi* qui s'est installé sur la terre de Godagari.⁹

Pour tous les groupes vulnérables, il est souvent très risqué de réclamer ces terres. Toutefois, en travaillant sous forme d'organisations communautaires, les *Adibashis* sont informés correctement, ils possèdent la force du nombre et les organismes partenaires veillent à ce qu'ils défendent leurs droits.

Éviter la « vente » anticipée des activités et des cultures

Les *Adibashis* qui travaillent sont souvent moins bien payés que les Bengalis, et les femmes le sont à un taux encore inférieur. Les *Adibashis* vendent souvent leur travail et leurs cultures à l'avance pour survivre pendant les périodes de vaches maigres. Ces « ventes » se font à des tarifs inférieurs que ceux pratiqués habituellement, ce qui fait qu'au moment des récoltes, les travailleurs ont déjà été payés, mais pas au tarif en vigueur. En conséquence, les familles perdent entre 30 et 50 pour cent de leur salaire chaque année. Pour éviter cette situation, Oxfam offre à la communauté des prêts bonifiés, l'incitant à prendre des initiatives pour réduire sa vulnérabilité.

De cette manière, les *Adibashis* sont de moins en moins exploités au cours des périodes maigres. Maintenant, ils ne sont plus obligés de vendre leur travail et leurs récoltes à l'avance et ils commencent à pouvoir compter sur leurs propres ressources.

Banques de riz pour les jours de pluie

Plus de 250 familles d'*Adibashis* vivent dans le village de Dewanpur. Ils travaillent comme ouvriers agricoles, un domaine où le chômage saisonnier est très important. Au moins deux fois par an, ils sont sans travail. En conséquence, ils sont obligés de contracter des prêts auprès de sources informelles et de vendre leur travail et leurs récoltes à l'avance, à très bas prix, pour survivre. L'"Organisation de développement social Barendrabhumi" (BSDO), un organisme communautaire, vise à empêcher cette situation et essaye d'inciter les villageois à s'associer en mettant du riz de côté.

Chaque famille met de côté une poignée de riz par semaine (250g). Une personne est désignée pour faire les comptes de chaque famille avec l'aide

du personnel de la BSDO et de la « Dewanpur Adibashi Sangstha », un organisme communautaire. À ce jour, 52 maunds de riz ont été recueillis par 94 familles (un maund correspond à environ 37 kg).

Quand elles sont sans travail, ces familles peuvent utiliser le riz qu'elles ont mis de côté et elles le « remboursent » dès qu'elles trouvent un emploi. Ce système fonctionne donc comme une banque de riz. Jusqu'à présent, les familles concernées n'ont pas eu à vendre leur travail à l'avance.

Rapport annuel, Programme de renforcement des capacités des autochtones, Oxfam R.-U., juillet 2006-juin 2007

Réalisations et recommandations

Grâce à ces programmes, les *Adibashis* qui vivent dans les plaines du nord du Bangladesh peuvent également rencontrer les décideurs politiques. Dans certaines régions, ils sont considérés comme des participants actifs aux efforts d'expansion entrepris par les autres organismes de développement et par le gouvernement. La question des *Adibashis* a été examinée dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté (PRSP). Au niveau local, onze comités spéciaux permanents ont été constitués pour s'occuper des *Adibashis* et les impliquer dans les organes de décision. Un certain nombre d'*Adibashis* – femmes et hommes – figurent maintenant dans le comité de gestion de l'école primaire, les comités de répartition des terres *khash*, le comité de sécurité et les comités de lutte anti-corruption.

Ce programme permet de voir comment le droit à être entendu a commencé à changer la vie des *Adibashis* en leur donnant l'occasion d'imprimer une direction à leur existence. Si l'on désire perpétuer cet état de fait, les recommandations suivantes devraient être prises en compte :

1. Il est important de multiplier les campagnes, d'intensifier la sensibilisation et d'accroître les échanges d'informations avec les communautés traditionnelles, les autorités et les décideurs. Il est essentiel également de créer un environnement favorable au développement social et économique des *Adibashis* afin d'éradiquer la méfiance et les barrières sociales dont ils sont victimes.
2. Il est nécessaire d'intégrer des initiatives de plaidoyer dans les plans de développement et les mesures humanitaires du gouvernement, des donateurs, des Nations unies et des ONG nationales et internationales afin de garantir les droits et les besoins des groupes minoritaires. Il est essentiel que ces questions soient prises en charge et traitées par les réseaux existants car des campagnes spécifiques n'ont généralement qu'un impact limité.

3. Les *Adibashis* devront davantage investir et renforcer leurs capacités, dont de décision afin de maintenir le lien qui les rattache au gouvernement local.
4. Il faut maintenir la recherche et de l'information de qualité car elles sont essentielles pour comprendre les *Adibashis*. Elles peuvent être utilisées de façon très efficace avec les partenaires, les médias et les personnalités importantes.
5. Le leadership des femmes devrait continuer à être renforcé dans les processus de décision.
6. Comme il n'y a pas de modèle de développement concernant les communautés *adibashis* au Bangladesh, cette approche fondée sur les droits devra être continuellement adaptée, suivie, évaluée et partagée avec l'extérieur.
7. Les leçons tirées de ce programme devront également être appliquées aux autres communautés vulnérables du Bangladesh, tels que certains groupes professionnels et minorités religieuses. Ces groupes constituent près de 19,8 pour cent de la population (13 pour cent de minorités, 5 pour cent de groupes professionnels et 1,2 pour cent d'*Adibashis*).¹⁰
8. Les ONG nationales et internationales peuvent jouer un rôle de plaidoyer en poussant les Nations unies et d'autres organismes donateurs à respecter leurs politiques et leurs engagements à soutenir des projets de développement avec les peuples autochtones du Bangladesh.

Notes

¹ Minority Rights International, World Directory of Minorities and Indigenous Peoples, www.minorityrights.org/?lid=5636 (dernière consultation septembre 2008).

² PNUD, 'Bangladesh: The Human Development Index – Going Beyond Income', http://hdrstats.undp.org/countries/country_fact_sheets/cty_fs_BGD.html (dernière consultation septembre 2008).

³ Oxfam GB, 'Oxfam's Work in Bangladesh in Depth: Work with Indigenous People', www.oxfam.org.uk/resources/countries/bangladesh_indigenous.htm (dernière consultation septembre 2008) et 'Bangladesh Country Brochure' (document interne).

⁴ Convention relative aux populations autochtones et tribales de l'OIT (1957), Convention des droits de l'enfant des Nations Unies (1990), Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies (1999) et Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies (2000).

⁵ VSO, 'Where we do it – Bangladesh', www.vso.org.uk/about/cprofiles/bangladesh.asp (dernière consultation septembre 2008).

⁶ Différents quotidiens: *The Daily Star* (mai 2008), *New Age* (mai 2008), *Adibashi Jonopother Pothe-prantore* (rédigé par Joyonto Acharjee (2005), *New Age* (novembre 2003) et *Weekly 2000* (2004).

⁷ Agence danoise de développement international, ministère des Affaires étrangères, Danemark.

⁸ Brochure interne publiée par Oxfam (2006) 'Being that Change in Bangladesh'.

⁹ Oxfam GB, Indigenous People's Capacity Building Programme Brochure 2006 (document interne).

¹⁰ Bureau des statistiques du Bangladesh, www.bbs.gov.bd (dernière consultation septembre 2008), Bangladesh Adibashi Forum Report et MJF Bangladesh, www.mjffoundation.org (dernière consultation septembre 2008).

Photo de couverture : Ben Beaumont/Oxfam R.-U. 2008

© Oxfam GB, novembre 2008

Ce document a été rédigé par Ayesha Dastgir et Bibhash Chakraborty. Oxfam remercie Heather Blackwell pour son soutien et ses conseils et Sally Field pour son assistance dans sa production. Merci également à Nikki van der Gaag qui a effectué les révisions et à Emily Laurie qui a contribué aux recherches. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.co.uk

Online ISBN 978-1-84814-072-1. Ce document fait partie d'une série intitulée *Exprimez-vous !* Pour toute information supplémentaire, veuillez visiter <http://publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?ISBN=9780855986384>
Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam R.-U. est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél : +44.(0)1865.473727
E-mail: enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice.

<p>Oxfam America (Etats-Unis) 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, (Etats-Unis) Tél: +1 617-482-1211 (Toll-free +1 800-77-OXFAM) E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél: +852 2520 2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australie 132 Leicester St., Carlton, Victoria 3053, Australie Tél: +61 3 9289 9444 E-mail: enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelone, Espagne Tél: +34 902 330 331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-Belgique Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles Belgique Tél: +32 2 501 6700 E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Ireland Bureau de Dublin, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tel: +353 1 635 0422 Bureau de Belfast, 115 North St, Belfast BT1 1ND, Royaume-Uni Tél: +44 28 9023 0220 E-mail: info@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél: +1 613 237 5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tél: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél: +33 1 56 98 24 40 E-mail: info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Novib (Pays Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays Bas Tél: +31 70 342 1621 E-mail: info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tél: +49 30 428 50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tél: +1 514 937 1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam R.-U. Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni Tél: +44 1865 473727 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, Royaume-Uni
Tél: +44 1865 339100. E-mail: information@oxfaminternational.org. Site Web: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer Oxfam International:

E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

Washington: 1100 15th St., NW, Suite 600, Washington DC 20005-1759, Etats-Unis

Tél: + 1 202 496 1170

Bruxelles : Rue Philippe le Bon 15, 1000 Bruxelles, Belgique

Tél: + 32 2 502 19 41

Genève : 15 Rue des Savoises, 1205 Genève, Suisse

Tél: + 41 22 321 2371

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, Etats-Unis

Tél: + 1 212 687 2091

Organisations liées a Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International:

Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon
Tél: +81 3 3834 1556. E-mail: info@oxfam.jp Site Web: www.oxfam.jp

Oxfam India - 2nd floor, Plot No.1, Community Centre (Sujan Mohinder Hospital), New Delhi,
Inde

tél: +91 (0) 11 4653 8000, fax: +91 (0) 11 4653 8099, Email: delhi@oxfamindia.org,
site Web: www.oxfamindia.org

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep Via Masaccio, 6/A 52100 Arezzo,
Italia, Tél: +39 0575 907826,

Fax: +39 0575 909819, Email: ucodep-oi@oxfaminternational.org, Site web:
<http://www.ucodep.org>

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante, actuellement membre observateur
d'Oxfam International, travaille vers une possible affiliation complète:

Fundación Rostros y Voces (México) Alabama 105, Colonia. Nápoles, Delegación Benito Juarez,
C.P. 03810 Mexique, D.F.

Tél:/Fax: +52 55 687 3002. E-mail: comunicacion@rostrosyvoces.org Site Web:
www.rostrosyvoces.org